

however, would understand the book better if it included more political history. The history, character, and ideology of the Ukrainian Insurgent Army (UPA) and activities and aspirations of Ukrainian nationalist politicians are described very briefly, and some Western readers will probably struggle with such notions as “Banderites” and “Melnykites”. Berkhoff presents the *Reichskommissariat* Ukraine as a single, so that some readers may not understand that it consisted of several regions, which in some cases were very different. Volhynia constitutes the best illustration of this phenomenon. Berkhoff writes in his preface that “The Poles of the Reichskommissariat do not take center stage.” This approach is understandable, but the observation is an understatement. Volhynia and Polissia, Poland’s provinces before 1939, became a theatre of operations of the Polish “underground state” during the war. Berkhoff ignores this issue completely. He refers to the Polish Home Army (AK) fewer than five times in the entire text and does not mention that some partisan regions were controlled by the Poles and later liberated jointly by the Red Army and the Polish underground. Also the Polish-Ukrainian conflict in Volhynia, which dominated life in this province in 1943, is depicted sketchily and with no proper references to the abundant scholarly literature on this topic. Whereas the book has numerous and substantial endnotes, it lacks a bibliography, and, since the index is rather inadequate, it is not easy to check whether the author has used some crucial primary and secondary sources.

Werner Ring, in his *Living with the Enemy*, identifies seven different German occupation policies that could be ranked from the most liberal (if this word can be applied to German occupation) to the most oppressive. At the top of this ranking was Denmark. The country was controlled by the German Foreign Office, the Danish king was allowed to spend the war in his palace, and democratic elections were held as late as 1943. Ukraine was on the other end of this spectrum, together with occupied Poland and Belarus. Berkhoff argues that in some fields the German occupation policies in Ukraine were even worse than in Poland. He also shows how the destruction caused by the Germans added to the devastation that had been previously brought to Ukraine by the Soviets. Basic knowledge about this double oppression in the past is crucial to an understanding of Ukraine’s difficult present situation. For this reason, *Harvest of Despair* is essential for anyone interested in Ukraine’s history.

Piotr Wróbel
University of Toronto

BOUVIER, Patrick — *Déserteurs et insoumis. Les Canadiens français et la justice militaire (1914–1918)*, Outremont (Québec), Athéna éditions, 2003, 149 p.

C’est dans l’indifférence presque générale que le ministre des Anciens combattants a prononcé le discours annonçant la réhabilitation d’une vingtaine de Canadiens exécutés par les autorités militaires lors de la Première Guerre mondiale, en décembre 2001. Qui dit réhabilitation, dit remise en question. Parmi eux, des Canadiens français accusés de désertion qui, contrairement à beaucoup d’autres accusés du

même crime, durent affronter le peloton d'exécution. Dans quelles circonstances et par quelle justice furent-ils jugés? C'est ce que *Déserteurs et insoumis* nous permet de cerner.

Le sujet d'étude, les militaires canadiens-français et la justice martiale lors de la Première Guerre mondiale, ne doit pas occulter la vraie nature de cet essai tiré du mémoire de maîtrise de l'auteur. C'est par l'histoire sociale que Patrick Bouvier aborde cette épineuse question de la désertion des Canadiens français et l'étude est à la fois sociale et juridique. En effet, tout en tentant de connaître le portrait social des déserteurs, l'auteur veut définir le phénomène de la désertion des Canadiens français et présenter le mécanisme juridique militaire.

En consultant la liste nominative des militaires jugés en cour martiale, et en se basant sur la consonance française des noms, l'auteur a pu retracer 148 présumés déserteurs canadiens-français. L'examen attentif de leurs dossiers a ensuite permis de confirmer leurs origines canadiennes-françaises. De son propre aveu, l'auteur admet qu'un petit nombre de dossiers a pu ainsi lui échapper.

L'essai de Bouvier se divise en quatre parties. L'analyse de l'historiographie portant sur la désertion constitue le premier chapitre. Ce délit n'étant qu'un des nombreux crimes jugés par la justice militaire, il n'est pas surprenant de constater que les recherches portent plus sur la justice militaire en général que sur ce seul type d'infraction. Néanmoins, les études françaises et britanniques, consultées par l'auteur, pointent vers une justice arbitraire, « pour l'exemple », dans les cas de désertion. Du côté français, on souligne l'attitude de l'état-major qui optait pour la répression de l'indiscipline. Quant aux historiens britanniques, ils délaissent un peu la théorie de la justice militaire pour accorder maintenant plus d'importance au processus judiciaire martial, à ses composantes et à ses limites inhérentes aux circonstances. Au Québec, les études portent le plus souvent sur la crise soulevée par la conscription.

La deuxième partie de l'étude est consacrée à la législation militaire lors de la Première Guerre mondiale. Par la *Loi de la Milice de 1904*, l'armée canadienne est soumise à l'*Army Act* britannique (1881) qui régit la vie militaire et la discipline dans l'armée. Lorsque, en 1914, les troupes canadiennes rejoignent l'armée britannique, elles sont placées sous commandement britannique et se retrouvent ainsi assujetties à la loi martiale britannique qui, faut-il le préciser, prévoit des cours martiales dont les décisions sont sans appel.

L'analyse du phénomène des réfractaires au Québec compose la troisième partie. L'auteur y relève quelques événements qui, selon lui, auraient contribué à faire basculer une société canadienne-française d'enthousiaste qu'elle était au début de la guerre, vers un mouvement largement répandu d'opposition.

C'est enfin dans la quatrième partie que l'auteur aborde directement la question des déserteurs canadiens-français. Grâce à leurs dossiers, il analyse leur provenance, leur âge moyen à l'enrôlement, leur occupation professionnelle et leur répartition dans le Corps expéditionnaire canadien afin de trouver un dénominateur commun entre les déserteurs.

Qu'il soit conscrit ou non, le déserteur est celui « qui décide de quitter son unité, que ce soit en temps de paix ou de guerre, durant un engagement, en entraînement

ou en permission » (p. 11). Le Corps expéditionnaire canadien lors de la Première Guerre mondiale, pour des raisons politiques relevant du statut du Canada en 1914, s'est retrouvé sous le commandement britannique.

Cette justice militaire, aux cadres stricts et rigides, mais aussi avec ses lacunes, aurait désavantagé les Canadiens français soumis à sa rigueur. En effet, ils ne pouvaient bénéficier des services d'un interprète lorsqu'ils témoignaient devant des juges unilingues anglais. Il faut noter, en contrepartie, que dans le cas du 22^e Bataillon (composé de Canadiens français), toutes les recommandations de clémence du commandant à l'égard des inculpés de son unité furent acceptées (p. 32).

Ces hommes reconnus coupables de désertion, la plupart d'entre eux des volontaires, auraient-ils suivi la tendance descendante de l'enthousiasme pour la guerre observée chez les Canadiens français? Au tout début des hostilités, à l'automne 1914, les hommes se pressaient aux bureaux d'enrôlement. La certitude d'une fin rapide du conflit, le goût de l'aventure ou le sens du devoir, jumelés à une crise économique dans le secteur de la construction à Montréal entre 1913 et 1915 sont autant de raisons qui pourraient expliquer cet enthousiasme des premiers jours. Les aléas de la guerre (surtout les lourdes pertes subies dès 1916) eurent un double impact : la montée des idées conscriptionnistes, également proportionnelle à la chute de l'engouement des Canadiens français pour la guerre. L'imposition de la conscription sera contrecarrée par le recours massif des Canadiens français aux mécanismes d'exemption, à tel point que le gouvernement dut les abolir en avril 1918 (p. 71).

Même si les déserteurs reflètent, par leur comportement, le courant d'opposition des Canadiens français au conflit, il n'existe toutefois pas de nombreuses similarités chez les déserteurs étudiés par Bouvier. Les trois quarts d'entre eux étaient célibataires et leur moyenne d'âge était de 23 ans, ce qui ne les différencie pas des soldats canadiens.

La lecture de *Déserteurs et insoumis* soulève plusieurs questions. Ainsi, y a-t-il eu resserrement de la discipline au cours de la Première Guerre mondiale? Si l'auteur aborde cette question, il n'apporte toutefois pas une réponse définitive, les limites de son étude ne le lui permettant pas. Malgré cela, l'étude de Patrick Bouvier constitue une importante contribution à l'historiographie québécoise sur la Première Guerre mondiale.

Marcelle Cinq-Mars
Musée du Royal 22^e Régiment

BRANDÃO, José António, ed. — *Nation Iroquoise: A Seventeenth-Century Ethnography of the Iroquois*, translated by José António Brandão with K. Janet Ritch. Lincoln: University of Nebraska Press, 2003. Pp. xiii, 150.

In 1657 the Compagnie des Prêtres de Saint-Sulpice, a young religious order based in Paris, sent its first priests to Canada. Embroiled from the start in a vicious jurisdictional dispute with the Jesuits, the Sulpicians only began serious missionary work among Native peoples in 1668. In the interval, however, they appear to have pre-